



Les gouvernements et l'extrême droite soutiennent les massacres à Gaza, les populations les dénoncent dans les rues !

L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et frappe désormais au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de 10 000 personnes ont déjà été tuées dont plus de 4 000 enfants, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, le 3 novembre, un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.

Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent.

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains !

Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « *antisémitisme couscous* ».

Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.

Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Samedi dernier, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants

à Paris et dans une quarantaine de villes - dont Rouen - après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland (Californie), 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, enfermé dans des ghettos de misère, bombardé, a besoin d'une solidarité internationale qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent.

Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout.

Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent - et à nouveau à Rouen, Place St Sever, le samedi 11 novembre à 15h00 - nous serons nombreux et nombreuses à manifester notre soutien au peuple palestinien !

Halte au massacre à Gaza ! On ne nous empêchera pas d'exprimer notre solidarité internationale de travailleuses et travailleurs !

Ils vont bien finir par nous mettre en colère

Depuis la mise en ligne du catalogue des emplois à Cléon, nous sommes nombreuses et nombreux à ne pas retrouver une fiche correspondant à notre métier. Pas étonnant lorsqu'on sait que sur les 240 emplois de la fabrication, on n'en compte plus que 80.

Dans les FDE (Fiches Descriptives des Emplois) correspondant à notre emploi que nos chefs nous distribuent individuellement, les spécificités de nos métiers ont disparu. A la place, des descriptions fourre-tout, écrites dans la novlangue patronale. Et pour beaucoup d'entre nous, la FDE ne correspond même pas à l'emploi tenu. Certainement ce qu'ils appellent la « simplification » !

Résultat, la colère commence à gronder. Un 1er débrayage a eu lieu ce lundi à l'E-Motor où les travailleurs ont souhaité avoir des explications. L'encadrement leur a proposé des entretiens individuels. Les travailleurs ont décidé de se revoir après ces entretiens pour discuter de la suite. Une chose est sûre : la solution ne sera pas individuelle, même si la direction essaie de nous emmener sur ce terrain.

Face à nos RH qui ont cru pouvoir décrire nos emplois confinés dans leurs bureaux, regroupons nous et imposons leur notre vision des cotations, des FDE, la reconnaissance de nos métiers. Et ne lâchons rien sur nos salaires et nos conditions de travail.

Budget de l'État et de la Sécu :

austérité au programme pour 2024

Dans ces deux domaines, la priorité absolue du gouvernement, c'est la réduction des déficits, via des milliards d'économies. Mais pas question pour eux de toucher aux avantages fiscaux des plus riches, ni aux énormes allègements de cotisations sociales qui gonflent les profits des entreprises et emplissent les poches de leurs actionnaires. Pas question non plus de mettre à contribution le budget militaire, ni de mettre la main sur les fantastiques bénéfiques des firmes pharmaceutiques qui se gavent sur le dos de la sécu. Dans ces conditions, alors que l'inflation (alimentation, logement, énergie ...) va continuer de mettre sur la paille des millions de gens, ce sont encore l'école, les hôpitaux, les services publics en général, qui vont trinquer. Illustration parmi d'autres de cette politique antisociale pour 2024 : Elisabeth Borne ordonne aux préfets de restreindre l'accès aux logements sociaux pour les plus démunis. Tout un programme, imposé à coups de 49-3 répétés, Il faut bien ça pour que l'argent magique continue d'arroser une toute petite minorité aux dépens du plus grand nombre.

Chez Ford, Stellantis et General Motor, la grève, ça paie !

Commencée mi-septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux USA s'est achevée la semaine dernière. Après Ford et Stellantis, les patrons de General Motors ont fini par lâcher. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles américains ont mené une grève coordonnée à l'échelle des trois entreprises, durant six semaines. Résultat : ils ont arraché 25 % d'augmentation sur 4 ans, 11 % dès cette année et jusqu'à 150 % pour les intérimaires qui vont être embauchés.

En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, le rétablissement de l'indexation des salaires sur le coût de la vie, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford). C'est la force des 45 000 salariés en grève qui a fait plier le patronat. Une victoire revendiquée par l'UAW, le syndicat de l'automobile, mais surtout obtenue par la détermination des grévistes. La grève a payé ! Alors pourquoi ce qui a été possible aux USA ne le serait pas chez nous ?

Imposons

l'indexation des salaires sur les prix !

Que ce soit aux USA, en France, ou ailleurs, les prix flambent partout. En moyenne, l'inflation dans la grande distribution est de 20% depuis 2 ans : plus 40% pour les pâtes, plus 25% pour le carburant... Le gaz, quant à lui, a augmenté de 36%. Dès le 10 du mois, un tiers des français ont un reste à vivre de seulement 100€. Tout ça n'empêche pas Macron de déclarer que le SMIC serait "surindexé". Comme si on était encore trop payés ! Alors, pour le gouvernement, hors de question d'augmenter les salaires... car il ne faut pas toucher aux profits !

Alors, que faire face à l'inflation ? Nous qui travaillons produisons infiniment plus de richesses que ce que nous recevons en salaire. Pour avoir de quoi vivre dignement, il faut une augmentation générale des salaires, et pas des primes ! Et pour qu'ils suivent l'inflation, sans qu'on nous reprenne de la main droite le double de ce qu'on nous a cédé de la gauche: il faut indexer les salaires sur les prix.

Pour y parvenir, c'est une lutte d'ensemble qu'il nous faudra, car l'ensemble des capitalistes, soutenus par le gouvernement, font monter les prix ! Ce n'est que tous ensemble, comme l'ont fait les travailleurs de l'automobile aux Etats Unis, que nous pourrons les faire reculer !

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen